



Tous droits réservés

DROIT DE LA FAMILLE

Séance 4 - Les fiançailles

I.	Les effets des fiançailles dans les rapports des fiancés entre eux	2
A)	La nature juridique des fiançailles	2
B)	La rupture des fiançailles	3
1)	La conservation des cadeaux	3
2)	Les dommages-intérêts à la charge de l'auteur de la rupture	4
a)	La faute de l'auteur de la rupture	4
b)	Le dommage pour la victime de la rupture.....	5
3)	La preuve des fiançailles.....	5
II.	Les effets des fiançailles dans les rapports des fiancés avec les tiers.....	5



Définition : Aucun code ne donne de définition des fiançailles, on qualifiera de fiançailles la promesse que s'échangent deux individus de se marier dans l'avenir.

Les fiançailles ont une origine principalement historique et religieuse, elles sont aujourd'hui tombées en désuétude. Aucune condition de validité ne les encadre, il a même été admis qu'une personne mariée puisse se fiancer. Pour autant, elles constituent pour certains couples un préalable au mariage qui a peu à peu été encadré par le droit, essentiellement quant à ses effets.

La jurisprudence reconnaît effectivement des effets juridiques aux fiançailles tant quant aux rapports entre les fiancés (I), que quant aux rapports entre les fiancés et les tiers (II).

I. Les effets des fiançailles dans les rapports des fiancés entre eux

Une première difficulté s'est élevée concernant les fiançailles, celle de leur nature juridique (A) mais le débat s'est surtout cristallisé sur la question de la rupture des fiançailles (B).

A) La nature juridique des fiançailles

La problématique était de savoir si les fiançailles constituaient un contrat donnant naissance à une obligation juridique, celle de se marier, ou si elles n'étaient qu'une obligation morale.

Dans un premier temps, les juges ont admis l'existence d'un **contrat entre les fiancés**. Il était donc impossible pour eux de rompre unilatéralement les fiançailles sauf à s'exposer au risque d'une condamnation à des dommages et intérêts (responsabilité contractuelle). Cette potentielle condamnation ne pourrait alors être écartée qu'en apportant une justification à la rupture.

Un **arrêt de chambre civile de la Cour de cassation du 30 mai 1838 (GAJC n°30)** a cependant condamné cette conception contractuelle en se fondant sur le principe de liberté du mariage. En effet, comme nous le verrons à la Séance 5, les époux doivent consentir librement au mariage. Or, en présence d'un contrat les fiancés sont tenus à une obligation et ne sont donc, par définition, plus libres.

Depuis 1838, les fiançailles constituent un **engagement moral** et ne sont donc en rien contraignantes.

B) La rupture des fiançailles

À l'occasion de la rupture des fiançailles, deux difficultés s'élèvent, celle de la conservation des cadeaux (1) et celle du paiement éventuel de dommages et intérêts par l'auteur de la rupture (2).

1) La conservation des cadeaux



Définition : L'**article 1088 du Code civil** dispose que « *Toute donation faite en faveur du mariage sera caduque si le mariage ne s'ensuit pas* ». Il faut donc comprendre que les cadeaux les plus importants (qui pourront être qualifiés de donation) seront soumis à cet article ; contrairement aux présents d'usage.

Dans l'**arrêt Sacha Guitry** rendu le **30 décembre 1952 (Bull., 1952, I., n°344)**, la Cour de cassation a qualifié de « présent d'usage » qui peut être conservé, le cadeau :

- Offert dans des circonstances particulières telles qu'un anniversaire, Noël, etc.
- Et dont le prix est modique eu égard à la fortune et au train de vie du donateur.



Attention : La bague de fiançailles est encadrée par un régime spécifique qui lui est propre. En principe elle doit être restituée en cas de rupture des fiançailles ou de caducité pour cause de décès d'un fiancé. Lorsque le fiancé à l'origine de la rupture sera considéré comme fautif, la restitution ne sera cependant pas obligatoire. Ce sera notamment le cas face à une rupture humiliante. L'évaluation de la faute et de la gravité de celle-ci relèvent de l'appréciation souveraine du juge.



À retenir : Lorsque la bague de fiançailles est par ailleurs un « bijou de famille », elle devra être restituée au fiancé à l'origine de la rupture même si celui-ci est fautif. Le bijou de famille est en principe indisponible et ne peut être donné à un tiers (**Cass., civ. 1^{ère}, 30 octobre 2007, n°05-14.258**).

2) Les dommages-intérêts à la charge de l'auteur de la rupture

Bien que les fiançailles ne soient pas un contrat, il est possible pour le fiancé victime de la rupture d'obtenir réparation de son préjudice sur le fondement de la responsabilité civile délictuelle de l'**article 1240 du Code civil**.

Cette responsabilité nécessite la réunion d'une faute du fiancé à l'origine de la rupture (a) ; d'un dommage pour la victime de la rupture (b) et d'un lien de causalité entre la faute et le dommage (c).

a) La faute de l'auteur de la rupture

Sera considérée comme fautive :

- La rupture brutale sans motifs (**Cass. civ., 2^{ème}, 18 janvier 1973, n°71-13.001**)
- La rupture tardive i.e. dans les jours précédant le mariage (**Cass. civ. 2^{ème}, 2 juillet 1970, n°69-11.842**) ou le jour même de la célébration.

b) Le dommage pour la victime de la rupture

La jurisprudence admet que le fiancé victime de la rupture puisse subir un préjudice matériel, c'est ce préjudice qui sera réparable (frais d'achat du costume/de la robe, envoi de faire-part, etc.).

En revanche, le prétendu préjudice subit de la perte d'une situation matérielle espérée en raison de la situation professionnelle et/ou financière du futur époux n'est pas indemnisable (pas de perte de chance d'avoir une situation meilleure du fait du mariage).

Enfin, les juges considèrent que le préjudice moral d'atteinte à la réputation ou encore d'atteinte au sentiment d'affection peut être réparé.

3) *La preuve des fiançailles*

Pendant longtemps, l'apport de la preuve des fiançailles devait se faire par écrit, conformément à l'**article 1345 du Code civil**. Cependant le législateur et la jurisprudence ont abandonné ce principe et désormais la preuve des fiançailles se fait par tout moyen.

II. Les effets des fiançailles dans les rapports des fiancés avec les tiers

La jurisprudence a eu à s'interroger sur la question de savoir si le décès d'un fiancé à l'occasion d'un accident mortel ouvre un droit à réparation au fiancé survivant. Au départ les juges du Quai de l'horloge considéraient que le mariage étant hypothétique, le droit à réparation ne devait pas être admis.

Cependant, les juges du fond ont peu à peu fait émerger l'existence d'une perte de chance de se marier, c'est cette perte de chance qui sera alors indemnisable.

La Cour de cassation a confirmé cette position dans un **arrêt Dangereux de chambre mixte du 27 février 1970** qui a admis le droit à réparation au conjoint survivant et par extension au fiancé survivant.